

P

# PREMIÈRES INFORMATIONS

## et PREMIÈRES SYNTHÈSES

### CONJONCTURE DE L'EMPLOI ET DU CHÔMAGE AU QUATRIÈME TRIMESTRE 1997

Le dernier trimestre de l'année 1997 est marqué par une nette amélioration de la situation de l'emploi : les effectifs salariés progressent de 0,4% (+ 60 000 emplois, soit presque autant que les trois premiers trimestres réunis) et le chômage est en recul sensible (- 3,2% pour les DEFM de catégorie 1 et - 1,5 % pour celles de catégorie 1 + 6), particulièrement au mois de décembre.

L'évolution du marché du travail apparaît donc plus favorable en 1997 qu'en 1996, surtout si l'on tient compte du fait que l'amélioration se confirme de trimestre en trimestre. Cela tient pour l'essentiel à la reprise de l'activité économique, qui s'est amorcée au second semestre 1996 et se consolide à partir du printemps 1997.

Les dispositifs spécifiques de la politique de l'emploi contribuent également à l'amélioration de fin d'année, avec notamment la remontée du nombre de bénéficiaires de contrats en alternance et de contrats initiative-emploi et la montée en charge des emplois-jeunes.

#### Accélération des créations d'emplois en fin d'année 1997

La croissance du PIB marchand non agricole connaît un léger ralentissement au cours du troisième trimestre 1997 (1,0 % contre 1,3 % au deuxième trimestre). Elle reste cependant suffisamment dynamique pour soutenir l'amélioration de l'emploi du secteur privé (graphique 1). Si le rythme de croissance de l'emploi salarié semblait s'être stabilisé au milieu de l'année 1997, les créations du quatrième trimestre font apparaître une nette accélération (tableau 1). On enregistre en effet 59 500 emplois supplémentaires, soit un volume supérieur aux gains des six mois précédents (30 600 au deuxième trimestre et 24 700 au troisième).

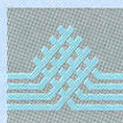
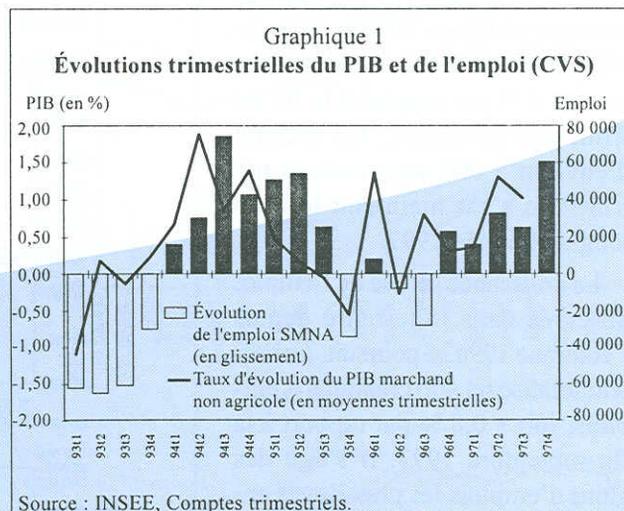


Tableau 1  
Évolution de l'emploi salarié (1) (en données corrigées des variations saisonnières)

En milliers

Secteurs d'activité en NAF	1995		1996				1997				Variation (%) par rapport au :	
	30 sept.	31 déc.	31 mars	30 juin	30 sept.	31 déc.	31 mars	30 juin	30 sept.	31 déc.	trim. précédent	même trim. de l'année précédente
ET : Industrie	4 164,6	4 154,5	4 135,2	4 113,8	4 096,1	4 081,1	4 069,8	4 060,8	4 048,0	4 047,9	0,0	-0,8
EH : Construction	1 186,0	1 174,5	1 160,7	1 152,9	1 141,5	1 130,5	1 125,9	1 120,5	1 114,5	1 109,7	-0,4	-1,8
EV : Tertiaire	8 001,1	8 003,8	8 041,9	8 060,9	8 059,7	8 107,2	8 137,8	8 182,8	8 226,3	8 290,7	+0,8	+2,3
<b>Ensemble des secteurs</b>	<b>13 351,7</b>	<b>13 332,8</b>	<b>13 337,8</b>	<b>13 327,6</b>	<b>13 297,3</b>	<b>13 318,8</b>	<b>13 333,5</b>	<b>13 364,1</b>	<b>13 388,8</b>	<b>13 448,3</b>	<b>+0,4</b>	<b>+1,0</b>

(1) Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale.

Séries reconstituées en ancienne nomenclature (données cvs)

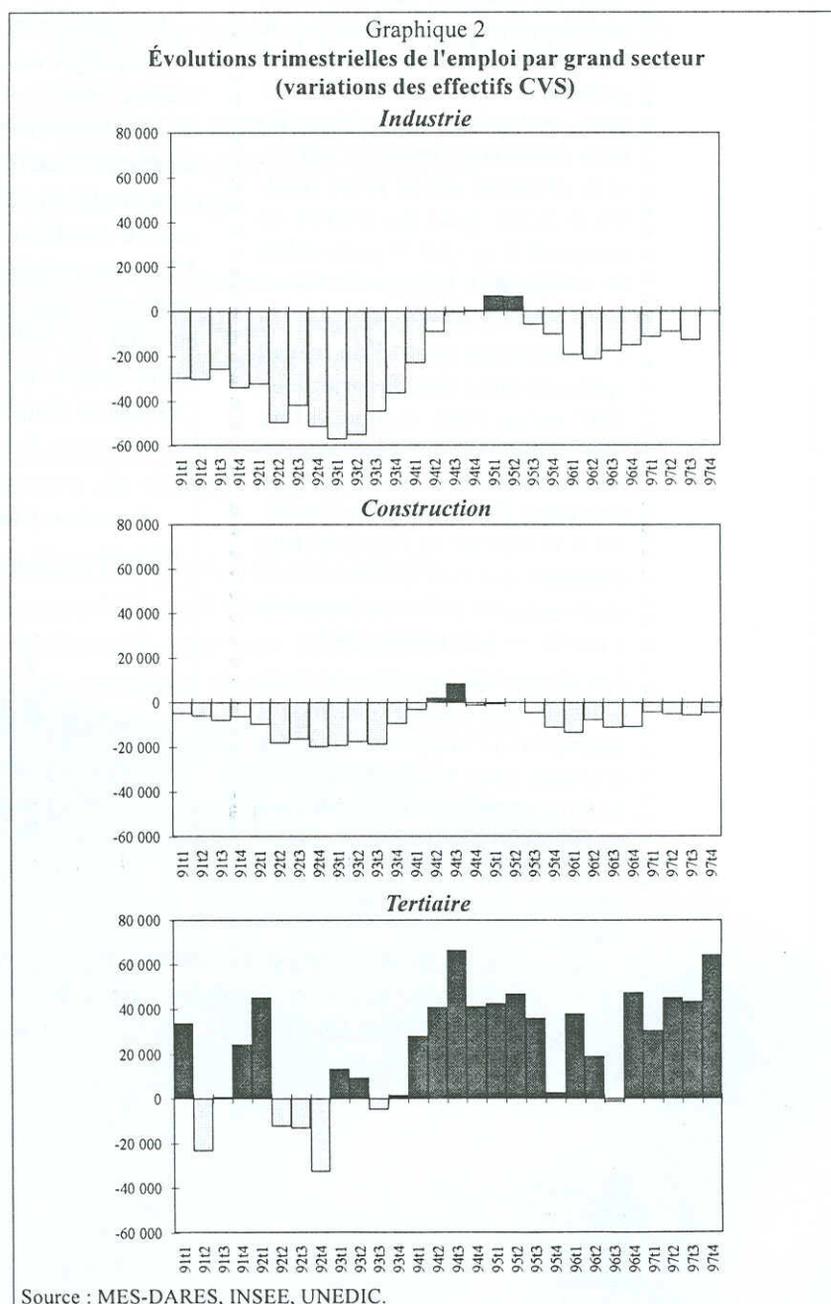
U2 à U13 Ensemble des secteurs marchands non agricoles. C101-C102	14 676,1	14 641,6	14 649,6	14 641,4	14 613,2	14 636,1	14 652,1	14 684,7	14 709,6	14 769,9	+0,4	+0,9
---	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	------	------

Sources : DARES, INSEE, UNEDIC.

Cette inflexion favorable de la croissance de l'emploi salarié privé est due pour une part aux bons résultats de l'industrie. Depuis l'automne 1996, ce secteur supprimait environ 10 000 emplois chaque trimestre. Les effectifs industriels se maintiennent pratiquement au 4ème trimestre 1997, ce qui pourrait s'expliquer en partie par la consolidation de certains emplois intérimaires (graphique 2). La construction, quant à elle, voit ses pertes se stabiliser : 4 800 suppressions d'emplois sont enregistrées, soit - 0,4 % par rapport à la fin du trimestre précédent. Ce rythme d'environ 5 000 suppressions par trimestre s'est maintenu tout au long de l'année 1997.

La croissance rapide de l'emploi observée dans le tertiaire depuis l'automne 1996 se poursuit. Le secteur totalise 64 400 créations d'emplois, soit + 0,8 % par rapport à la fin septembre 1997. Il s'agit des gains d'emplois les plus élevés enregistrés depuis trois ans dans ce secteur.

Au total, la reprise de la croissance des effectifs salariés a été amorcée dès la fin de l'année 1996. L'année 1997 se solde par la création nette de 129 500 emplois, soit un gain de + 1,0 %, alors que 1996 avait enregistré la suppression de 14 000 emplois.



## Net recul du chômage

Fin décembre 1997, 3 027 800 demandeurs d'emploi sont inscrits à l'ANPE en catégorie 1, ce qui marque une nette amélioration pour le dernier trimestre (- 3,2 % par rapport à fin septembre), en particulier pour les jeunes (- 8,1 %) (tableau 2 et graphique 3). En un an, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie 1 a baissé de 57 000

(-1,8 %). Cependant, l'essentiel du repli du 4<sup>ème</sup> trimestre est intervenu au mois de décembre, qui présente un profil un peu particulier. Il semble en effet que de nombreux demandeurs d'emploi aient profité du dynamisme de l'activité de cette fin d'année pour accéder à des emplois occasionnels de plus de 78 heures, alimentant ainsi la catégorie 6 des inscrits à l'ANPE. Fin décembre, ceux-ci sont au nombre de 476 000

(en données brutes), soit 34 % de plus qu'un an auparavant. Il n'est pas impossible que ces flux importants de la catégorie 1 vers la catégorie 6 s'inversent au début de 1998, conduisant à un retour partiel vers la catégorie 1.

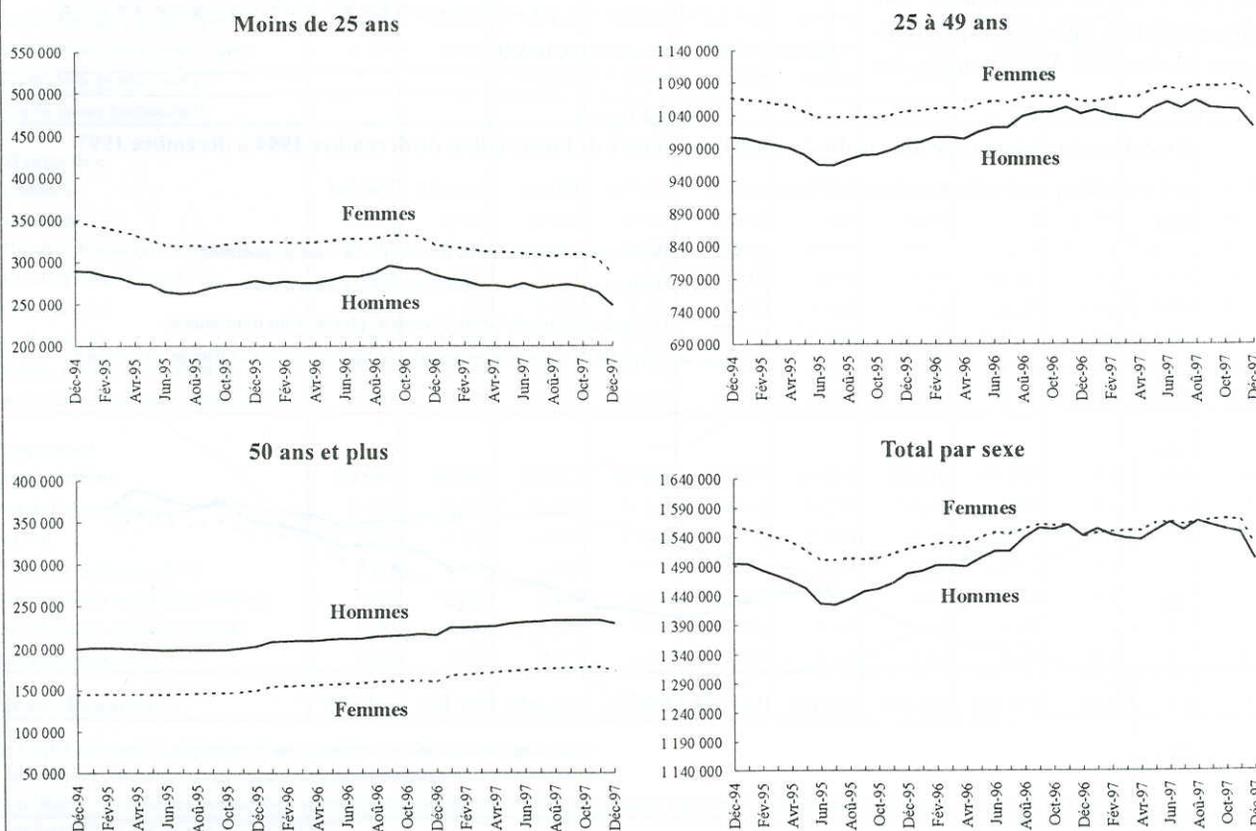
Si on ajoute les demandeurs de catégorie 6 à ceux de la catégorie 1, la baisse du chômage au quatrième trimestre reste tangible mais

Tableau 2  
Demandes d'emploi en fin de mois (données CVS 1997, par sexe et âge, catégorie 1)

		déc. 1996	déc 96/ sept. 96	mars 1997	mars 97/ déc. 96	juin 1997	juin 97/ mars 97	sept. 1997	sept. 97/ juin 97	déc. 1997	déc. 97/ sept. 97
Moins de 25 ans	H	284 400	-3,5	272 500	-4,2	274 500	0,7	273 100	-0,5	248 900	-8,9
	F	320 000	-3,4	313 000	-2,2	309 200	-1,2	308 600	-0,2	285 600	-7,5
	E	604 400	-3,4	585 500	-3,1	583 700	-0,3	581 700	-0,3	534 500	-8,1
25 à 49 ans	H	1 041 300	-0,3	1 038 100	-0,3	1 058 900	2,0	1 051 900	-0,7	1 023 400	-2,7
	F	1 060 300	-0,8	1 067 900	0,7	1 082 900	1,4	1 084 000	0,1	1 066 700	-1,6
	E	2 101 600	-0,5	2 106 000	0,2	2 141 800	1,7	2 135 900	-0,3	2 090 100	-2,1
50 ans et plus	H	215 800	0,1	226 200	4,8	231 400	2,3	233 800	1,0	230 100	-1,6
	F	159 900	-0,6	169 800	6,2	174 000	2,5	176 500	1,4	173 100	-1,9
	E	375 700	-0,2	396 000	5,4	405 400	2,4	410 300	1,2	403 200	-1,7
TOTAL	H	1 541 500	-0,8	1 536 800	-0,3	1 564 800	1,8	1 558 800	-0,4	1 502 400	-3,6
	F	1 540 200	-1,3	1 550 700	0,7	1 566 100	1,0	1 569 100	0,2	1 525 400	-2,8
	E	3 081 700	-1,1	3 087 500	0,2	3 130 900	1,4	3 127 900	-0,1	3 027 800	-3,2

Sources : ANPE, Ministère de l'Emploi et de la Solidarité-DARES, INSEE.

Graphique 3  
Demandes d'emploi en fin de mois par sexe et âge (données CVS)



Source : ANPE, MES-DARES, INSEE.

elle est plus modérée : - 1,5 %. Sur l'ensemble de l'année, l'indicateur est en hausse de 1,8 % (+ 65 000).

Le taux de chômage au sens du BIT revient à 12,2 % à la fin du mois de décembre, après quatre trimestres de stabilité à 12,5 %. La baisse est particulièrement marquée pour les jeunes de moins de 25 ans (- 1,1 point en un trimestre, -1,8 point en un an).

Le recul du nombre de demandeurs d'emploi est directement lié au repli des inscriptions à l'ANPE, qui baissent pour le deuxième trimestre consécutif (- 3,4 % au quatrième trimestre après - 4,9 % au troisième) (graphique 4). Les inscriptions consécutives à des licenciements économiques diminuent de plus de 10 %; celles qui font suite à des fins de contrat à durée déterminée de plus de 6 %.

Après la progression enregistrée au troisième trimestre (+ 2,5 %), les sorties de l'ANPE se réduisent par contre à nouveau en fin d'année (- 1,1 %), en liaison avec une baisse sensible des sorties pour absence au contrôle. En revanche, les

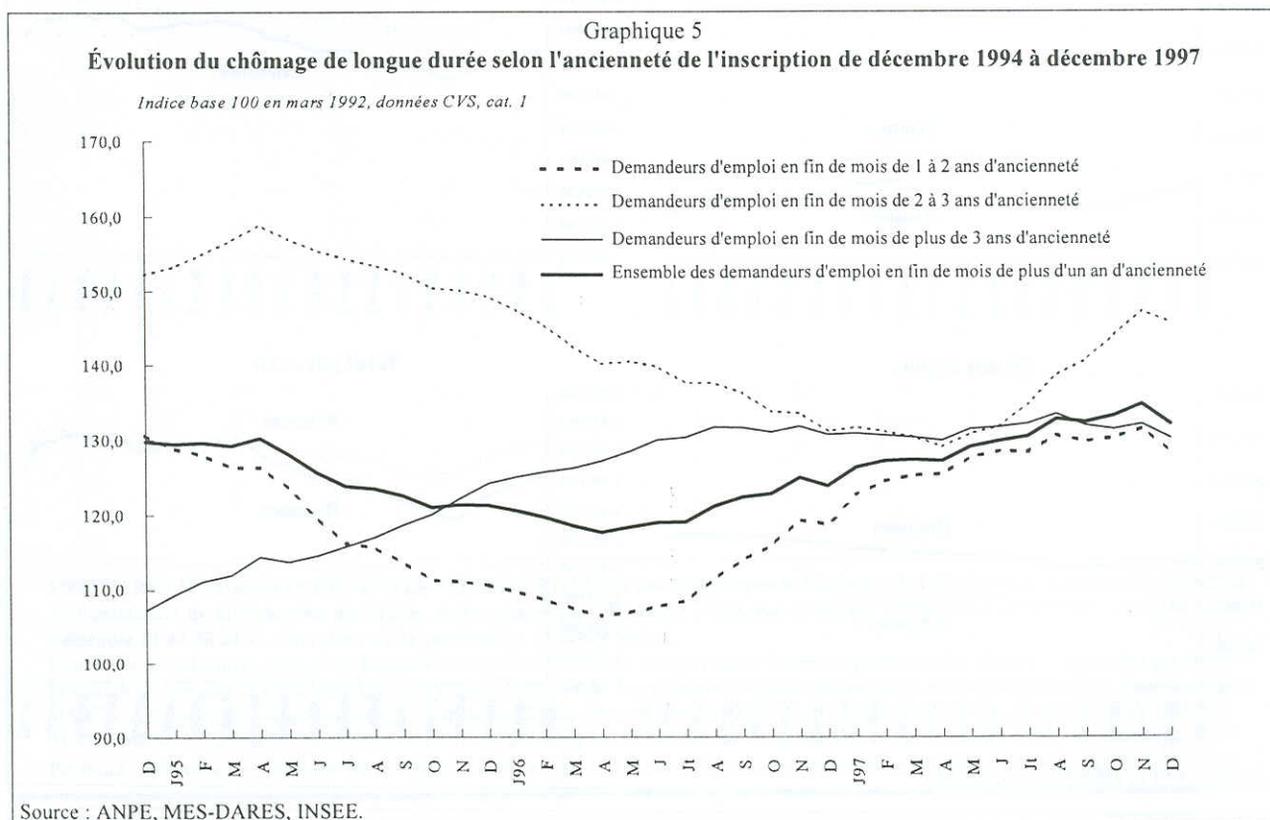
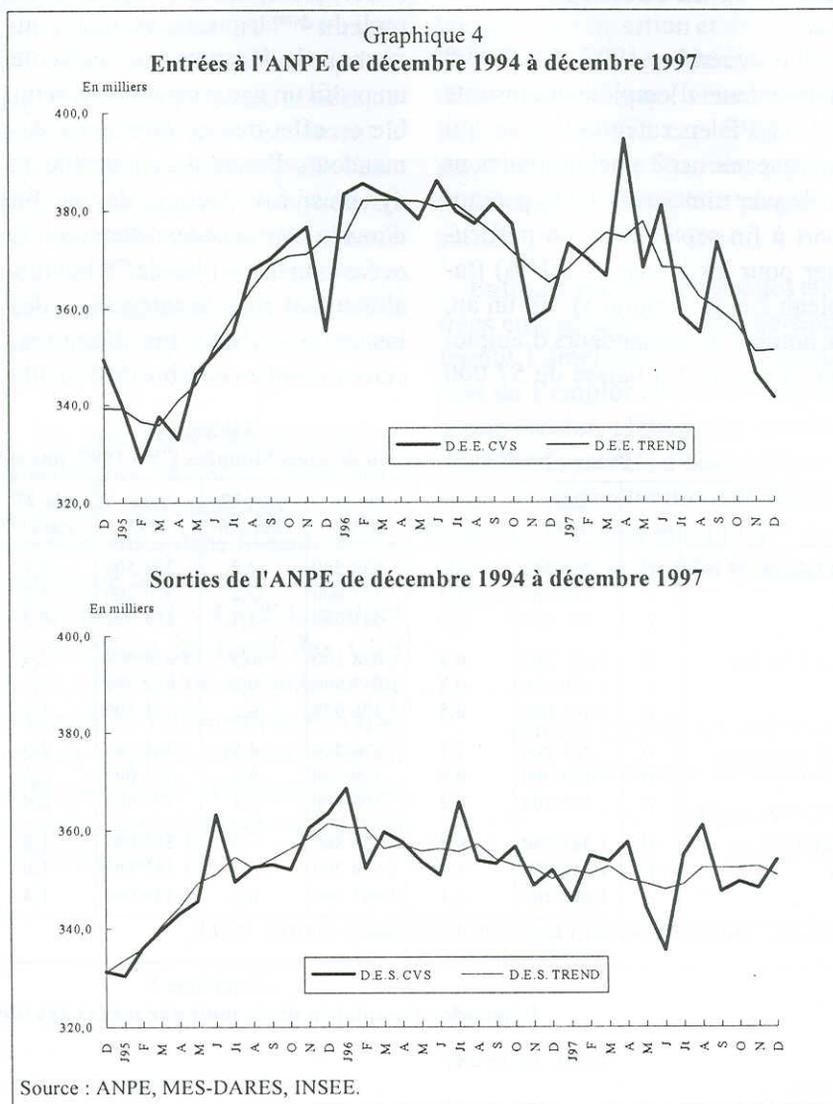


Tableau 3

## Les entrées par trimestre dans les dispositifs de la politique de l'emploi entre 1996 et 1997

(Résultats provisoires : données arrêtées au 13 février 1998)

France métropolitaine

Dispositif	ANNÉE 1996				ANNÉE 1997				ÉVOLUTION ANNUELLE			
	Trim.1 1996	Trim.2 1996	Trim.3 1996	Trim.4 1996	Trim.1 1997	Trim.2 1997	Trim.3 1997	Trim.4 1997	T1.97/ T1.96	T2.97/ T2.96	T3.97/ T3.96	T4.97/ T4.96
<b>Emploi aidé dans le secteur marchand</b>	<b>260 291</b>	<b>221 558</b>	<b>225 276</b>	<b>301 845</b>	<b>212 624</b>	<b>192 454</b>	<b>208 612</b>	<b>340 579</b>	<b>-18,3%</b>	<b>-13,1%</b>	<b>-7,4%</b>	<b>12,8%</b>
Abaissement de coûts salariaux	166 130	165 822	148 715	129 594	123 827	132 523	118 414	153 458	-25,5%	-20,1%	-20,4%	18,4%
Abattements-temps partiel	52 792	49 056	45 701	64 876	56 642	52 394	47 445	68 823	7,3%	6,8%	3,8%	6,1%
Exonérations-1er salarié	18 474	18 407	16 795	19 728	18 060	18 942	18 265	19 384	-2,2%	2,9%	8,8%	-1,7%
Exonérations-2ème et 3ème salarié	1 652	561	92	70	-	-	-	-	-	-	-	-
Exo. 1er au 50ème sal. (zones de redyn. urbaine)	-	-	-	-	131	753	623	970	-	-	-	-
Exo. 1er au 50ème sal. (zones de revival. rurale)	-	-	-	-	1 251	2 098	3 511	3 373	-	-	-	-
C.I.E.	80 164	87 239	77 167	44 920	47 743	58 336	48 570	60 908	-40,4%	-33,1%	-37,1%	35,6%
Aide au Premier Emploi des Jeunes	13 048	10 559	8 960	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Formation en alternance</b>	<b>77 198</b>	<b>38 863</b>	<b>62 009</b>	<b>156 134</b>	<b>75 700</b>	<b>43 461</b>	<b>74 489</b>	<b>172 256</b>	<b>-1,9%</b>	<b>11,8%</b>	<b>20,1%</b>	<b>10,3%</b>
Contrats d'apprentissage	38 989	12 130	36 663	105 499	39 886	12 174	43 422	111 797	2,3%	0,4%	18,4%	6,0%
Contrats de qualification	25 455	14 568	16 447	38 778	22 157	15 421	19 240	42 670	-13,0%	5,9%	17,0%	10,0%
Contrats d'adaptation	12 189	11 287	8 522	12 870	12 885	14 750	11 306	17 313	5,7%	30,7%	32,7%	34,5%
Contrats d'orientation	565	878	377	275	681	1 257	521	476	20,5%	43,2%	38,2%	73,1%
<b>Aide à la création d'emplois et d'activités</b>												
ACCRE (a)	10 964	9 986	8 250	10 278	6 693	9 684	8 865	8 841	-39,0%	-3,0%	7,5%	-14,0%
<b>Insertion par l'économique</b>												
Entreprises d'insertion	5 999	6 887	6 302	5 839	6 404	6 786	6 844	6 024	6,8%	-1,5%	8,6%	3,2%
Associations Intermédiaires (b)	187 588	217 859	204 942	209 381	211 509	236 250	222 553	218 494	12,8%	8,4%	8,6%	4,4%
<b>Emploi aidé dans le secteur non marchand</b>	<b>165 151</b>	<b>148 098</b>	<b>151 633</b>	<b>162 547</b>	<b>157 158</b>	<b>155 010</b>	<b>148 356</b>	<b>168 150</b>	<b>-4,8%</b>	<b>4,7%</b>	<b>-2,2%</b>	<b>3,4%</b>
Contrats Emploi-Solidarité (n.conv+ave.)	148 164	129 391	130 028	138 283	132 185	129 209	121 252	119 797	-10,8%	-0,1%	-6,7%	-13,4%
Contrats Emplois Consolidés (n.conv+ave.)	16 987	18 707	20 279	21 256	21 704	22 593	23 524	23 350	27,8%	20,8%	16,0%	9,9%
Contrats Emploi Ville (n.conv+ave.)	-	-	1 326	3 008	3 269	3 208	3 580	3 470	-	-	170,0	15,4
Contrats Emploi Jeunes (embauches)	-	-	-	-	-	-	-	21 533	-	-	-	-
<b>Actions d'insertion et de formation</b>	<b>110 907</b>	<b>109 814</b>	<b>64 180</b>	<b>147 145</b>	<b>94 046</b>	<b>102 945</b>	<b>60 400</b>	<b>145 563</b>	<b>-15,2%</b>	<b>-6,3%</b>	<b>-5,9%</b>	<b>-1,1%</b>
- auprès des adultes :	53 014	67 848	39 863	89 024	39 276	57 607	34 201	85 323	-25,9%	-15,1%	-14,2%	-4,2%
. Stages d'Ins. et de Formation à l'Emploi (c)	43 059	57 663	31 471	77 098	28 946	45 709	25 507	72 278	-32,8%	-20,7%	-19,0%	-6,3%
. Stages d'Accès à l'Entreprise (c)	8 338	8 673	7 304	9 245	8 848	9 970	7 766	10 287	6,1%	15,0%	6,3%	11,3%
. Stages FNE-cadres (c)	1 617	1 512	1 088	2 681	1 482	1 928	928	2 758	-8,3%	27,5%	-14,7%	2,9%
- auprès des jeunes: (d)	57 893	41 966	24 317	58 121	54 770	45 338	26 199	60 240	-5,4%	8,0%	7,7%	3,6%
. Actions de form. alternée fin. par l'Etat (d)	15 152	11 337	6 993	11 442	8 718	10 703	6 379	8 107	-42,5%	-5,6%	-8,8%	-29,1%
. Actions de form. alternée fin. par les Régions (d)	42 741	30 629	17 324	46 679	46 052	34 635	19 820	52 133	7,7%	13,1%	14,4%	11,7%
<b>Accompagnement des restructurations</b>	<b>59 989</b>	<b>55 309</b>	<b>55 213</b>	<b>56 045</b>	<b>58 837</b>	<b>55 632</b>	<b>51 470</b>	<b>49 587</b>	<b>-1,9</b>	<b>0,6</b>	<b>-6,8</b>	<b>-11,5</b>
Conventions de Conversion (e)	39 017	34 296	33 858	31 403	39 710	35 275	33 074	30 035	1,8	2,9	-2,3	-4,4
Mesures du FNE	7 167	11 258	10 945	13 335	6 142	10 604	9 413	8 734	-14,3	-5,8	-14,0	-34,5
dont : - Cellules de Reclassement (f)	3 342	6 957	6 241	7 720	3 176	7 166	7 057	5 719	-5,0	3,0	13,1	-25,9
- Aide passage à mi-tps/Tps partiel (g)	2 207	2 696	2 961	4 059	2 086	2 480	1 469	1 536	-5,5	-8,0	-50,4	-62,2
Prétraitements Allocations Spéciales FNE (e)	5 957	4 987	4 939	5 132	5 981	5 391	4 775	5 522	0,4	8,1	-3,3	7,6
Prétraitements Progressives (e)	7 848	4 768	5 471	6 175	7 004	4 362	4 208	5 296	-10,8	-8,5	-23,1	-14,2
<b>Ensemble des dispositifs</b>	<b>596 338</b>	<b>534 779</b>	<b>496 302</b>	<b>667 582</b>	<b>522 665</b>	<b>506 041</b>	<b>468 838</b>	<b>703 879</b>	<b>-12,4</b>	<b>-5,4</b>	<b>-5,5</b>	<b>5,4</b>

N.B.: Tous les flux d'entrées correspondent à des embauches ou des contrats signés, sauf :

(a) nb de bénéficiaires ; (b) nb de mises à disposition, non cumulable ;

(c) entrées en stage ; (d) entrées en rémunération ou en protection sociale (hors AFR) ; (e) premiers paiements ; (f) bénéficiaires potentiels ; (g) adhésions individuelles.

Sources : MES-DARES, CNASEA, ANPE, UNEDIC.

sorties pour reprise d'emploi sont bien orientées (+ 4,4 %).

Pour la première fois depuis le début de 1996, le chômage de longue durée n'augmente pas ce trimestre (- 0,2 % fin décembre par rapport à fin septembre). Néanmoins, il faut interpréter ce résultat avec prudence, car il concerne la seule catégorie 1 et est dû à l'évolution du seul mois de décembre. Les deux mois précédents avaient connu des évolutions moins favorables, en particulier pour les demandeurs dont l'ancienneté est comprise entre 2 et 3 ans (graphique 5).

### **Reprise des entrées dans les dispositifs spécifiques de la politique d'emploi**

Au 4<sup>ème</sup> trimestre 1997, le nombre d'entrées dans les dispositifs spécifiques de la politique d'em-

ploi connaît une nette reprise : + 5,4 % par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 1996 (tableau 3). Cette reprise, qui fait suite à plusieurs années de baisse, est liée principalement à l'évolution des emplois aidés dans le secteur marchand : les entrées en contrat d'alternance progressent de plus de 10 % (dont + 35 % pour les contrats d'adaptation) et les entrées en contrat initiative-emploi de 36 %.

En outre, grâce au programme «nouveaux services, nouveaux emplois», les embauches sur des emplois aidés dans le secteur non marchand augmentent elles-aussi ce trimestre (+ 3,4 %), malgré la poursuite du recul des CES (- 13,4 %). Si l'on se fonde sur les données en provenance des organismes payeurs, on enregistre en effet plus de 20 000 signatures de contrats emploi-jeunes au cours du 4<sup>ème</sup> trimestre.

Par contre, le nombre de nouvelles actions d'insertion et de formation continue à se réduire, essentiellement celles qui visent le public adulte (SIFE) car les actions auprès des jeunes, financées par les régions, poursuivent leur progression.

Enfin, la baisse continue des entrées en convention de conversion traduit l'amélioration de la situation de l'emploi et s'accompagne d'une érosion globale des entrées dans les dispositifs d'accompagnement des restructurations et de préretraite (- 11,5 % entre le 4<sup>ème</sup> trimestre 1996 et le 4<sup>ème</sup> trimestre 1997).

*Hubert DENIS DU PÉAGE,  
Stéphanie LEMERLE,  
Alice TANAY  
(DARES).*

**PREMIERES INFORMATIONS et PREMIERES SYNTHESSES sont éditées par le Ministère de l'emploi et de la solidarité, Direction de l'animation de la recherche des études et des statistiques (DARES) 20 bis rue d'Estrées 75700 Paris 07 SP. Tél. : 01.44.38.22.60. Télécopie 01.44.38.24.43. Directeur de la publication : Claude Seibel.**

Secrétariat de rédaction : Jean-Yves Rognant et Catherine Demaison. Maquettistes : Daniel Lepesant et Guy Barbut. Conception graphique : Ministère de l'emploi et de la solidarité. Flashage : AMC, Paris. Impression : Ecoprint, Pontcarré et JCDM-BUDY, Paris. Reprographie : DARES. Abonnements : la documentation Française, 124 rue Henri Barbusse 93308 Aubervilliers cedex. Tél. : 01.40.15.70.00. Télécopie : 01.40.15.68.00 - PREMIERES INFORMATIONS et PREMIERES SYNTHESSES : 1 an (52 n°) : 665 F - Europe : 700 F - Autres pays : 715 F. Publicité : Ministère de l'emploi et de la solidarité. Dépôt légal : à parution. Numéro de commission paritaire : 3124 AD. ISSN 1253 - 1545.